Le Proche-Orient de 1945 à 1973
Splendeur et misère du nationalisme arabe.

Dès 1902, l'amiral et géopoliticien américain Alfred Mahan, promoteur de la notion de *Middle East*, conscient de l'importance stratégique qu'allait acquérir la région, décrivait dans son ouvrage *The interest of Sea Power, past, present and future*, la principale caractéristique géopolitique du Moyen-Orient : l'interdépendance entre la politique régionale et les grandes logiques internationales.
Cette caractéristique se confirme après la Seconde Guerre Mondiale: les atermoiements britanniques débouchent sur un conflit interminable qui oppose le nouvel État d'Israël et les pays arabes. Par ailleurs, ces derniers se disputent le *leadership* d'un monde arabe et musulman unifié. Le recul progressif des puissances mandataires de l'entre-deux-guerres se manifeste : après avoir accordé l'indépendance à leurs mandats, elles doivent laisser la place aux superpuissances.
La Guerre Froide et les rivalités des superpuissances dramatisent les divisions régionales entre pays arabes au Proche-Orient. La question pétrolière cristallise et approfondit les tensions lorsque les pays arabes décident d'opérer ce que l'on a pu appeler un «coup d'Etat pétrolier » en 1973. Le Proche-Orient devient ainsi à la fois un enjeu stratégique et économique vital pour les grandes puissances et une véritable « poudrière ».

I. Le conflit israélo-arabe embrase le Proche-Orient.

I.1. Les origines d'Israël : un Etat né du désastre ?

• L'immigration juive en Palestine commencé depuis la fin du XIXème siècle s'est accélérée dans les années 30 à la suite de la déclaration de Lord Balfour accordant un « foyer national pour les juifs en Palestine » et face à la menace nazie. A partir de 1945, la libération des camps nazis entraîne la diffusion des images de la « solution finale ». Le choc bouleverse l'opinion internationale, notamment en Europe et en Amérique du Nord. Face au problème des réfugiés, le monde occidental se rallie au projet sioniste d'un Etat juif.
La présence anglaise en Palestine est remise en question par la radicalisation du mouvement sioniste et l'intensification des tensions entre les deux communautés juives et arabes. Dès 1945, ces groupes commettent des attentats contre les intérêts britanniques, chemins de fer, raffinerie de Haïfa, policiers ou soldats, et surtout contre le Quartier Général des services de renseignement britanniques, l'hôtel King David de Jérusalem le 22 juillet 1946 (91 morts).
Sur le plan international, les Britanniques sont de plus en plus isolés. L'odyssée de ***l'Exodus***, un vieux bateau transportant 4 500 rescapés des camps de la mort vers la Terre promise en juillet 1947 et refoulé des côtes de la Palestine par les Britanniques, suscite un élan de l'opinion mondiale.

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

Extrait gratuit de document, le document original comporte 6 pages.

Harry Truman poursuit officiellement la politique de Roosevelt, pratiquant la tactique du « *compromis laborieux* » inspirée des Britanniques, mélange de promesses aux Arabes et aux sionistes. Sincèrement concerné par la Shoah, conscient du poids de la communauté juive aux Etats-Unis, Truman est partisan d'une émigration massive des Juifs d'Europe en Palestine, mais il se heurte à un refus de l'Angleterre qui redoute les tensions entre les communautés arabes et juives.

• La Palestine compte alors 1,76 millions d'habitants, dont 1,2 million d'Arabes et 550 000 Juifs. La population arabe palestinienne, majoritairement rurale (deux Arabes sur trois) a doublé en un peu plus de 25 ans, du fait du dynamisme démographique des musulmans. La Palestine est un pays agricole, spécialisé dans l'exportation d'agrumes et de bananes, qui souffre de la pression démographique sur la terre. Dans ce contexte, les organisations sionistes, qui achètent de la terre en vue d' « occuper le terrain » sont vues comme des usurpatrices. Les Arabes forment l'essentiel de la population rurale, les Juifs étant encore plutôt urbains (commerçants, artisans).

• **Les Britanniques**, dans l'incapacité de résoudre les difficultés qu'ils ont largement provoquées par leur double jeu, **passent alors en quelque mois la main à l'ONU pour réaliser un plan de partage.**
Une première commission d'enquête anglo-américaine préconise dans son rapport du 20 avril 1946 de maintenir le mandat sous la forme d'une tutelle de l'O.N.U, de permettre la libre immigration des Juifs et le libre achat de terres, sans partage de la Palestine. Le projet est rejeté par les Britanniques qui proposent en juillet 1946 le plan Morrison-Grady : celui-ci prévoit le partage de la Palestine en plusieurs provinces autonomes juives et arabes, qui resteraient sous l'autorité de Londres, mais la solution est rejetée par les sionistes.
Truman se déclare alors favorable au partage de la Palestine, le 4 octobre 1946. Devant l'opposition des parties en présence, Londres décide de transférer le dossier palestinien à l'ONU le 18 février 1947. Une commission d'enquête, l'UNSCOP, (*United Nations Special Commitee of Palestine*) est chargée de rédiger un rapport qui permettra aux membres de l'ONU de voter. La majorité de l'UNSCOP préconise le partage de la Palestine en un État arabe, un État juif et une zone internationale (Jérusalem), ainsi qu'une union économique entre les deux États. La minorité est favorable à un Etat fédéral.
Le 20 septembre 1947, la Grande-Bretagne met fin à son mandat en Palestine. Le 29 novembre 1947, la résolution 181 adopte le plan de partage de la majorité. Il est à noter que les États-Unis et l'URSS ont voté toutes deux pour le partage, l'URSS pour contrer l'impérialisme britannique. En revanche, les Arabes, qui ont été tenus à l'écart de la décision finale, refusent le partage au Sommet du Caire (décembre 1947) car ils le considèrent comme une spoliation .

I.2. Les conflits israélo-arabes rythment la période.

• Les sionistes disposent désormais de 56 % du territoire palestinien pour 33 % de la population. Chaque État est formé de trois parcelles territoriales à peine reliées entre elles. Du fait du découpage, l'État juif doit accueillir une population arabe représentant 45 % de la

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

Extrait gratuit de document, le document original comporte 6 pages.

Fiche de connaissances
Le Proche-Orient de 1945 à 1973

population totale. En effet, les Juifs, plutôt urbains, ont reçu en partage des territoires ruraux peuplés d'Arabes.
Le 14 mai, jour de l'évacuation de Jérusalem par les Anglais, David Ben Gourion, président de l'exécutif de l'Agence juive, proclame, dans la salle du musée de Tel-Aviv, l'établissement d'un Etat juif en Palestine qui prend effet le lendemain. Il invoque le *droit historique et naturel du peuple juif* à la terre d'Israël. David Ben Gourion est nommé président du gouvernement et Chaïm Weizmann Président de la République d'un Etat dont les frontières ne sont pas précisées. Israël est immédiatement reconnu par les Etats-Unis et par l'U.R.S.S.
Cette évacuation des forces anglaises est suivie de la première guerre israélo-arabe, qui se solde par un échec des forces arabes. La victoire juive repose sur trois facteurs : la solidité de l'implantation territoriale sioniste depuis les années 1930, le pragmatisme politique de Ben Gourion et l'expérience de la nouvelle armée israélienne, *Tsahal*, face à des forces arabes divisées.

• L'Etat juif sort de la guerre agrandi, homogénéisé et consolidé, occupant 77 % de l'ancienne Palestine, avec l'annexion du Néguev. La population juive y est désormais majoritaire. L'État d'Israël s'appuie sur le fait accompli en ignorant les résolutions des Nations-Unies. En janvier 1949, le nouvel Etat est déjà reconnu par 33 pays, et il est admis à l'ONU en mai de la même année.
Les tensions ne cessent pourtant pas entre Israël et ses voisins arabes. Avec la Syrie, l'enjeu est le contrôle de l'eau dans la région, en particulier du Jourdain et de la zone démilitarisée du lac de Tibériade. Avec la Jordanie, la tension porte sur l'infiltration de commandos palestiniens en territoire hébreu, qui occasionnent des représailles de la part d'Israël .

• Trois autres guerres opposent Israël et ses voisins arabes jusqu'en 1973.
Le 29 octobre 1956, poussé par la France et le Royaume-Uni qui soutiennent l'opération, Israël attaque l'Egypte et lui inflige une défaite, s'emparant du Sinaï avant qu'intervienne un cessez-le-feu imposé de concert par les superpuissances. Mais le conflit couve toujours, d'autant que le colonel Nasser menace ouvertement Israël de représailles.
Le 5 juin 1967, prenant les devants face à une attaque imminente, l'aviation israélienne attaque par surprise les aéroports égyptiens et l'armée atteint le Canal de Suez en deux jours. Malgré l'appui de la Jordanie et de la Syrie, la « Guerre des Six Jours » anéantit l'aviation égyptienne, infligeant une humiliation irréparable au *Raïs* Nasser. Israël conquiert la Cisjordanie, la Bande de Gaza, annexe Jérusalem-Est, puis neutralise les positions syriennes et occupe le plateau du Golan, réservoir d'eau naturel de la région.
Pour reconquérir les territoires sous contrôle israélien, le président égyptien Anouar al Sadate lance une offensive le 6 octobre 1973, jour de Yom Kippour en Israël, allié à la Syrie, plus tard rejointe par le Koweït, l'Arabie Saoudite, l'Irak et la Jordanie. Le 22 octobre, le Conseil de Sécurité de l'ONU vote la résolution 338 (cessez-le feu, application de la résolution 242) mais les Israéliens ont repris l'avantage dans le Sinaï et sur le plateau du Golan.

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.